

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 14 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



AIR LIQUIDE France INDUSTRIE

ZI Chemin de la Plaine
89500 VILLENEUVE SUR YONNE

Références : 220437

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement AIR LIQUIDE France INDUSTRIE implanté ZI Chemin de la Plaine 89500 VILLENEUVE SUR YONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu lieu de façon inopinée dans le cadre de l'action coup de poing incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE France INDUSTRIE
- ZI Chemin de la Plaine 89500 VILLENEUVE SUR YONNE
- Code AIOT dans GUN : 0005401259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

Le groupe AIR LIQUIDE exploite depuis 1958 sur le site de Villeneuve-sur-Yonne un site soumis à autorisation, classé SEVESO seuil bas (au titre du stockage d'acétylène), exerçant des activités de garnissage de bouteilles d'acétylène, de conditionnement, stockage et distribution de gaz industriels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|--|-------------------|
| Accessibilité | Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 30.1 | / | Sans objet |
| Détection incendie – liste et dimensionnement | Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 32.1 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte incendie – extincteurs | Arrêté Préfectoral du 16/12/2010, article 5 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte incendie – moyens organisationnels (ESI, EPI, etc) | Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 32.2 | / | Sans objet |
| Moyens de lutte incendie – moyens organisationnels (ESI, EPI, etc) | Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 32.3 | / | Sans objet |
| Recensement des parties à Risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport tient lieu de lettre préfectorale.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformités. Il convient que l'exploitant apporte sous un mois des réponses aux observations soulevées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accessibilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 30.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité |
| Prescription contrôlée : Voies et aires de circulation Les installations de stockage doivent être facilement accessibles par les services de secours. Les voies et aires de circulation doivent être aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès doivent être nettement délimitées. |
| Constats : Pour la partie sud, le site dispose d'un accès principal qui permet l'accès des véhicules d'intervention du SDIS ; la porte de sortie du site permettant de servir d'entrée de secours. Pour la partie nord, le site dispose d'une entrée qui permet l'accès des véhicules d'intervention du SDIS. L'exploitant prévoit de rendre carrossable en juin 2022 une partie côté nord, ce qui assurera une entrée de secours pour cette partie du site. L'inspection a signalé que la façon d'entrer dans le site (garer son véhicule devant le portail pour aller au poste de garde) peut conduire à bloquer l'accès. L'exploitant précise que le POI prévoit une personne pour guider les pompiers quand il est fait appel à eux. |
| Observations : L'inspection invite l'exploitant à réfléchir à adapter son espace d'attente pour ne pas risquer de bloquer l'entrée du site par les véhicules extérieurs. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Détection incendie – liste et dimensionnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 32.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie |
| Prescription contrôlée : Détection Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique, devront être munies de systèmes de détection d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident. Les moyens d'alarme et de détection doivent être accessibles en permanence. |
| Constats : L'exploitant dispose d'un plan des détecteurs qui sont EIPS (soit MMR) dans le POI : - détecteurs ammoniac - détecteurs explosimétrie. Il indique disposer également de détecteurs incendie dans le local TGBT et le four de calcination. Ces derniers ne figurent pas dans le plan des EIPS. L'exploitant a présenté les rapports (papier) de contrôle des détecteurs. L'inspection a constaté la présence de détecteurs incendie (fumée) au four de calcination. Ils disposent d'un report d'alarme au poste de garde. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des détecteurs incendie et de la centrale SSI par la société ARLI, daté du 24 mars 2022 et les rapport SODEX du 29 juin 2021 portant sur les détecteurs NH3 (même si l'exploitant ne stocke plus de NH3 sur site). Ces rapports n'appellent pas de remarques de l'Inspection. |
| Observations : L'exploitant doit mettre à jour le plan des EIPS ou justifier que les détecteurs incendie ne sont pas EIPS/MMR. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2010, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| <p>Prescription contrôlée : Moyens matériels humains L'article 32.5 de l'arrêté du 09 février 1996 est modifié de la manière suivante : « L'établissement doit être doté au moins de : - 97 extincteurs ; les extincteurs à poudre ou CO2 sont répartis dans l'ensemble des locaux. Certains extincteurs spécifiques sont à poudre spéciale pour les feux d'hydrogène - 11 robinets d'incendie armés, - 2 poteaux incendie pour la mise en œuvre rapide des lances d'extinction, - 1 puits de 7 mètres de profondeur avec une colonne sèche de 100 m³ (au sud du site), - 1 réserve d'eau de 300 m³ avec remplissage automatique (au nord du site).</p> <p>L'ensemble de ces matériels doit être utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics. L'ensemble du matériel de sécurité est régulièrement vérifié. »</p> |
| <p>Constats : L'exploitant dispose d'une liste des moyens de lutte incendie dans le POI :</p> <p>- Le site dispose de plus de 100 extincteurs. Le contrôle des extincteurs est réalisé par SICLI/CHUBB, le dernier date du 30 novembre 2021 sur 47 extincteurs (dont 7 avec des défauts sur lesquels le prestataire reviendra les mettre en conformité). Les autres extincteurs ont fait l'objet de contrôles (faits par zones géographiques) en janvier 2022. L'exploitant précise ne plus avoir d'hydrogène sur site donc ne plus avoir d'extincteur à poudre spéciale pour les feux d'hydrogène.</p> <p>- 14 RIA : Le dernier contrôle des RIA a été réalisé le 3 décembre 2021 par CHUBB sur 14 RIA, sans relever aucun défaut. Le RIA n° 129 a été testé et n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p> <p>- 2 poteaux incendie : L'inspection a constaté la présence (en plus des deux poteaux incendie sur la route visés par l'arrêté préfectoral) à l'intérieur du site de 2 poteaux incendie récents en zone nord, non accessible du fait de "paniers" de bouteilles de gaz (vides ou pleines selon les stockages). Observation : Il convient que l'exploitant définisse sa stratégie incendie sur cette zone.</p> <p>- 2 colonnes sèches: L'inspection a constaté la présence de 2 colonnes sèches, au niveau du puits qui sert à alimenter le site en eau, ce qui assure une détection en absence d'eau et celle liées à la réserve de 300 m³ qui était pleine (elle est réalimentée par pompe automatique sur un forage, cette pompe était testée avant par les pompiers quant à son débit). Des vidanges sont effectuées en cas de trop grande salissure. L'exploitant indique que des tests sont faits en interne (il suffit de lever le flotteur) selon le responsable maintenance mais ils ne sont pas tracés dans leur GMAO. L'exploitant n'a pas été capable de justifier en quoi pouvait consister le volume de 100 m³ de la colonne sèche (pompe d'aspiration vide d'eau capable de délivrer un certain débit, mais sans réserve) au niveau du puits, cette information est issue des déclarations de l'exploitant dans l'EDD de 2010, la prescription est manifestement inadaptée.</p> |
| Observations : Il convient que l'exploitant formalise une fréquence minimale de contrôle de la pompe automatique. |
| Type de suites proposées : Prescription inadaptée |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens organisationnels (ESI, EPI, etc)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 32.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| Prescription contrôlée : Formation L'exploitant doit assurer la formation, la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures. Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes. Cette formation devra notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. Un compte rendu écrit de ces exercices sera établi et conservé à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an ;- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face aux dangers. |
| Constats : La formation des sous-traitants se fait dans le cadre du plan de prévention : explication sur les produits, ce qu'il peuvent faire ou non, interdiction du téléphone, présence quasi continue (mais pas permanente) de personnel Air Liquide. La formation des nouveaux salariés se fait lors d'un accueil sécurité. L'exploitant procède à un exercice POI annuel (voire 2 par an). Il a présenté le compte-rendu du dernier POI du 20 septembre 2021. Un exercice de départ de feu sur une cuve de propylène en juillet 2021 a fait l'objet d'un retour d'expérience. Les formations incendie sont suivies dans un tableau de suivi (avec date des dernières formation et limite de validité) des formations réglementaires : il inclut les incendies sur feu réel, le port des ARI, les interventions en zone ATEX. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens organisationnels (ESI, EPI, etc)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/1996, article 32.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte |
| Prescription contrôlée : Consignes L'exploitant doit élaborer des consignes de sécurité et veiller à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous-traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. Ces consignes doivent être affectées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées. Ces consignes prévoient notamment dans les zones à risque incendie ou d'explosion : - l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ; - les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommé désignée, du permis de feu et de mise en œuvre de celui-ci. A chaque permis de feu doit être joint un permis de travail établi sous la responsabilité de l'exploitant. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence d'un affichage des consignes de sécurité à l'entrée du site. Le permis de feu (inclus dans le plan de prévention) est délivré par le technicien de maintenance, à l'aide d'une fiche informatique (système "eWorkPermit") listant les éléments de sécurité à prendre en compte. Un protocole de sécurité est de plus établi pour les chauffeurs. L'éventuelle coactivité est gérée dans le plan de prévention qui peut prévoir de baliser la zone concernée et de consigner des équipements. L'exploitant indique que peu d'interventions par point chaud ont lieu. |
| Observations : les consignes affichées sur l'interdiction de fumer peuvent être comprises comme une information sur le risque sanitaire (de cancer) et pas comme une interdiction d'apporter un point chaud. Il convient que l'exploitant améliore cet affichage lors d'une prochaine mise à jour. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à Risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockages utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un fichier pour le suivi de l'état des stocks des produits des rubriques 4xxx relevant du classement Seveso, avec les rubriques ICPE et les seuils D. Il est mis à jour quotidiennement, par interrogation de SAP (qui est à jour en temps réel en fonction des mouvements de bouteilles ou de "vrac" (fuel, gaz liquéfiés, O2...)).</p> <p>Ce fichier est sur le cloud d'Air Liquide et accessible en permanence aux personnes qui ont les droits.</p> <p>Le POI version électronique sur l'intranet du groupe (accessible à distance) dispose d'un lien vers l'état des stocks.</p> <p>Pour les produits non dangereux, cela concerne une benne pour les cartons, le bois/palettes, les DIB, donc sans enjeu incendie majeur. L'exploitant précise que ces produits sont en transit et non pas "stockés".</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de stockage où figurent les zones à risques ainsi que d'un plan de situation tactique et d'un plan incendie dans le POI.</p> <p>Le recalage physique est réalisé 4 fois selon l'exploitant, le dernier a été fait fin mars 2022.</p> <p>Observations : L'inspection a constaté un problème de numérotation des chapitres du POI papier (chapitre 6.7.3 numéroté 1.7.3). Il convient que l'exploitant corrige rapidement ce document papier. La version numérique n'avait a priori pas ce problème, il convient que l'exploitant s'en assure sur l'ensemble des chapitres.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |